

L'activisme actionnarial à l'américaine

Acteurs de poids et actions d'envergures font de l'activisme actionnarial outre Atlantique un réel outil au service de la responsabilisation sociale des entreprises.

Aux Etats-Unis, les communautés religieuses jouent un rôle de premier plan en matière d'investissement socialement responsable et d'activisme actionnarial. Elles ont depuis longtemps mis leur poids économique au service de leur conviction et de leurs valeurs pour influer sur les politiques des entreprises. Avec succès.

Il est vrai que la chose religieuse est beaucoup plus présente outre Atlantique que sur le vieux continent. N'oublions pas que la naissance de la nation américaine elle-même est liée à un fondement religieux, sous-tendu par la volonté des pères fondateurs de modeler la vie publique et la sphère privée selon des préceptes judéo-chrétiens. Le célèbre billet vert porte la mention 'In God we trust' (nous croyons en Dieu). Le Président, lors de son investiture, prête serment sur la Bible.

Donc, dès le 18^e siècle, les communautés religieuses Nord américaines prônent la répartition solidaire des ressources et créent des mouvements mutualistes. Dans les années 1920, elles refusent d'investir dans les 'sin stocks' (les actions du péché) et sont à l'origine des fonds éthiques, dont sont exclues les entreprises actives dans l'alcool, le tabac, le jeu, l'armement et la pornographie. A partir de la fin des années 60, elles tentent d'influencer sur le comportement des entreprises et se sont lancées dans l'activisme actionnarial.

Début des années 70, des communautés protestantes fédèrent leurs efforts en fondant l'ICCR (Interfaith Center on Corporate Responsibility), centre interconfessionnel sur la responsabilité des entreprises. Elles seront ensuite rejoints par des homologues catholiques et juifs. Aujourd'hui, l'ICCR constitue un réseau de plus de 275 organisations, principalement des congrégations religieuses mais aussi des groupes hospitaliers, fonds de pension et compagnies d'assurances, dont la valeur totale des avoirs des membres dépasse les \$ 110 milliards. « L'ICCR agit sur un double registre. D'un côté, il conseille les Eglises pour leurs investissements: il dresse, par exemple, la liste des entreprises actives en Afrique du Sud et réalise à la demande d'une Eglise un rapport sur la politique d'une firme d'armement,

sur son action au Salvador ou en Irlande du Nord. Par ailleurs, il élabore aussi les projets de résolution et mène campagne auprès des actionnaires »¹.

Au départ, ces congrégations voulaient éviter que leurs investissements profitent, même indirectement, du régime d'Apartheid. Elles ont alors déposé une résolution d'actionnaires visant à obtenir un rapport détaillé sur les opérations des entreprises américaines (General Motors notamment) en Afrique du Sud. Petit à petit, les résolutions ont visé à empêcher de nouveaux investissements et à encourager le retrait des implantations dans ce pays.

Quelques années plus tard, « l'ICCR fut à l'initiative d'une campagne en direction des firmes pharmaceutiques. En 1982, le gouvernement du Bangladesh édicte une loi interdisant 1 700 médicaments considérés comme dangereux ou inutiles et publie une liste de 150 médicaments essentiels pour les soins et de 100 médicaments de base dans les hôpitaux. Les multinationales du secteur pharmaceutique menacent de se retirer du pays et se tournent vers le gouvernement américain pour qu'il fasse pression sur celui du Bangladesh. Les experts désignés par le gouvernement américain pour négocier l'application de la loi sont tous issus de l'industrie pharmaceutique. Les congrégations religieuses se mobilisent pour soutenir le droit d'un pays du Sud à définir sa politique sanitaire. Elles demandent à tous les groupes pharmaceutiques de préciser leur politique dans ce domaine, les menaçant de déposer un projet de résolution. Finalement, un par un, les groupes pharmaceutiques maintiennent leur implantation au Bangladesh et se rallient au principe des listes de médicaments essentiels »².

Cette année, l'ICCR poursuit une campagne, entamée en 2004, auprès de quelques entreprises majeures du secteur pharmaceutique, telles que Merck, Pfizer, Bristol-Myers et Abbott Laboratories pour qu'elles produisent un rapport sur les effets de la pandémie de sida sur leurs activités. En outre, l'ICCR entend améliorer l'accès aux médicaments contre le SIDA pour les enfants, mais aussi étendre la portée de la résolution à l'Inde et la Chine en plus de l'Afrique.

D'autres investisseurs institutionnels importants ont emboîté le pas dès les années 60, souvent pour protester contre la guerre du Vietnam et le régime politique sud-africain : fonds de retraite, organisations non gouvernementales et universités.

Ainsi, CalPERS (California Public Employees Retirement System), à savoir la caisse de retraite des fonctionnaires de l'Etat de Californie, est un acteur incontournable de l'ISR (investissement socialement responsable) en général et de l'activisme actionnarial en particulier.

¹ Eric Loiselet, 'L'investissement socialement responsable : genèse, méthodes et enjeux', article paru dans L'ECONOMIE POLITIQUE n° 7, 3^e trimestre 2000.

² Id.



Fort de plus de \$ 100 milliards d'actifs et de 1 million de membres, le plus gros fonds de pension public aux Etats-Unis est capable d'exercer une influence considérable sur le comportement des entreprises au niveau de leurs politiques sociales, environnementales et éthiques. En 2003, par exemple, CalPERS « a demandé à GSK, dont il est un actionnaire à hauteur de 0,66% environ, de faciliter l'accès à des versions génériques de ses médicaments anti-sida. Dans un texte voté à l'unanimité par son comité d'investissement, le fonds de pension s'est en effet inquiété du "comportement d'entreprise" de GSK et a mentionné que son attitude face au sida pourrait entacher la réputation du groupe et nuire à la valeur de l'action. Et GSK, le 28 avril 2003, d'annoncer une baisse du prix des médicaments anti-sida dans les pays pauvres, saluée comme il se doit par le conseil d'administration de CalPERS »³.

Dans le même ordre d'idée, deux ans plus tôt, Oxfam lançait une campagne internationale intitulée « Cut the Cost » (Réduisez les coûts) par laquelle l'organisation non gouvernementale demandait aux sociétés du secteur pharmaceutique d'octroyer davantage de licences pour la fabrication de médicaments génériques de façon à libéraliser ce marché et, en créant une concurrence entre ces produits, à participer à la réduction de leur prix. En outre, Oxfam sommait des entreprises de faciliter, dans les pays en développement, l'accès aux médicaments essentiels, notamment par une distribution gratuite de remèdes contre le sida, la malaria, la tuberculose, la dysenterie infantile, etc.

Autres acteurs, autre campagne. Sur les campus, les étudiants et les anciens étudiants de 22 collèges et universités parmi les plus réputées des Etats Unis, totalisant des dotations à concurrence de \$ 56 milliards, ont lancé, en avril 2004, la « Responsible Endowment Coalition » (coalition pour une dotation responsable). Leur objectif était de pousser les universités à conformer leurs actes à leurs paroles : par souci de cohérence, les collèges et universités devraient, selon les étudiants activistes, prendre leurs décisions d'investissement et de vote lors des assemblées générales en tenant compte des valeurs prônées en leur sein et des résultats des recherches scientifiques menées en interne, telles que les risques liés au changement climatique, les dangers du tabac, etc.

Toutes ces campagnes ont fait grand bruit. Pourtant, elles constituent l'arbre qui cache la forêt : bien d'autres résolutions soumises par d'autres partisans américains de l'activisme actionnarial ont fait avancer la cause de l'investissement socialement responsable et forcé certaines entreprises à revoir leur politique d'investissement en Afrique du Sud, à divulguer leur stratégie commerciale face aux pays du tiers monde, à revoir leurs plans de gestion des risques environnementaux, à faire preuve de transparence quant aux conditions de travail des firmes américaines au Mexique ou vis-à-vis des minorités, ...

³ Bernard Bayot, Activisme actionnarial, Hémisphère, journal de débats sur le développement, 2004.

Toutefois, toutes ces campagnes sont le fait d'actionnaires professionnels et/ou bien informés : fonds de pension, fondations, ONG, congrégations religieuses, etc. Le petit porteur, quant à lui, est généralement le grand absent de l'activisme actionnarial.

Or, une initiative prise par Amnesty International USA au début de ce mois pourrait initier un changement à ce niveau. En effet, en lançant sa campagne intitulée « SharePower » (le terme anglais 'share' exprime une action mais aussi le partage – 'SharePower' joue sur le jeu de mots : pouvoir par l'action / partager le pouvoir), l'organisation humanitaire ambitionne d'informer monsieur et madame tout le monde sur le pouvoir potentiellement énorme de l'activisme actionnarial.

Ce programme cherche à encourager les petits porteurs à utiliser leur pouvoir d'actionnaire : en demandant aux investisseurs professionnels détenant des titres en leur nom de voter pour les résolutions en faveur des droits de l'homme et de la protection environnementale, ils peuvent influencer directement le comportement des entreprises.

La campagne SharePower sera centrée particulièrement, mais pas uniquement, sur deux résolutions. La première s'adressera à l'entreprise Dow pour obtenir un rapport sur sa responsabilité sur la fuite de gaz, en 1984, à Bhopal en Inde. La seconde résolution réclamera un rapport à Chevron, sur les mesures prises par la direction de l'entreprise pour gérer les risques sanitaires et environnementaux liés à la contamination due aux produits pétroliers en Equateur, où opère sa filiale Texaco.

Si cette campagne rencontre le succès escompté par Amnesty, elle aura eu le mérite d'avoir mis en évidence, aux yeux du grand public, la façon dont les entreprises gèrent les problèmes sociaux, environnementaux et éthiques. Mieux. Elle aura fait progresser la (re)connaissance de l'activisme actionnarial et aura fait découvrir que le pouvoir des plus petits peut influencer le comportement des grands.

Les activistes, et a fortiori les petits porteurs, sont généralement des actionnaires minoritaires. Pourtant, en exerçant leur droit de vote aux assemblées générales des entreprises cotées dont ils détiennent des parts, ils utilisent un levier puissant pour améliorer le comportement éthique, social et/ou environnemental des entreprises, en favorisant le dialogue avec les dirigeants, en exerçant des pressions, en soutenant une gestion responsable, en proposant et en soumettant au vote des assemblées générales annuelles des préoccupations sociétales. En intervenant au cœur du système financier, ils sont en position d'infléchir la stratégie des entreprises pour une gestion plus responsable, d'interpeller les dirigeants sur leur mode de gestion ou pour dénoncer des pratiques peu responsables. Car ils accompagnent le plus souvent leur démarche d'une campagne médiatique conséquente, touchant à l'image des entreprises. (cfr. analyse 'Activisme actionnarial' de mai 2005).

L'activisme actionnarial instaure le dialogue entre les entreprises et les actionnaires de tous bords et leur permet d'atteindre des consensus entre les objectifs économiques et financiers d'une part et les politiques sociales et environnementales d'autre part. En ce sens, il rend finalement son véritable pouvoir à l'actionnaire : celui de diriger et contrôler les sociétés dont il détient des parts. Aux Etats-Unis, les investisseurs particuliers et institutionnels semblent avoir pris la mesure de ce pouvoir...

Françoise Radermacher

Août 2005

Le RESEAU FINANCEMENT ALTERNATIF est un réseau pluraliste de sensibilisation et de solidarité en matière d'éthique financière et sociale.

Son but est de promouvoir, par un travail d'éducation permanente, l'éthique et la solidarité dans les rapports à l'argent afin de contribuer à une société plus juste et plus humaine.

A cet effet, les axes de travail du RESEAU FINANCEMENT ALTERNATIF sont :

Informier et sensibiliser le public afin de favoriser l'éthique et la solidarité dans les rapports à l'argent et être instigateur de débats, initiateur de réflexions et développeur de pistes novatrices en matière de finance éthique et solidaire ;

Promouvoir le développement de nouveaux outils et mécanismes financiers à caractère éthique et solidaire, inciter les différents acteurs économiques à investir de manière responsable et financer, grâce aux produits solidaires sur lesquels le Réseau Financement Alternatif est partenaire, des projets développés par des organisations poursuivant le même objet.

Depuis 1987, plus de 70 associations se sont rassemblées au sein du RESEAU FINANCEMENT ALTERNATIF :

L'Aube, La Bouée, le Centre de Développement Rural, Credal, De Bouche à Oreille, Les Ecus Baladeurs, La Fourmi Solidaire, Le Pivot, SAWB - Solidarités des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises, Les Ateliers de l'Insu, C-Paje, CGé - ChanGement pour l'Egalité, Ecole des Parens de Liège, la Fédération Laïque des Centres de Planning Familial, la Fondation pour les Générations Futures, la Fondation Saint Paul, Imagine, Infor-Homes Bruxelles, la Ligue des Familles, l'Université de la Paix, Les Amis de la Terre, l'Association pour la Promotion des Energies renouvelables - APERe, Die Raupe, Inter-Environnement Bruxelles, Nature & Progrès, RESSources, ADEPPI - Atelier d'éducation permanente pour personnes incarcérées, L'Arche d'Alliance Namur, L'Arche en Belgique, L'Association des Ecoles de Devoirs en Province de Liège, ATD - Quart-Monde, La Bastide, La Bobine, Caritas, Centre de Prévention des Violences Familiales & Conjugaless, CIAJ -Centre d'information et d'aide aux jeunes, Equipes d'Entraide, Espace Social Télé-Service, Foyer de Burnot, GABS -Groupe d'animation de la Basse-Sambre, Habitat-Service, Hydrojeunes, Infor-Veuvage, Mains tendues de Michel Corin, La Marguerite, Le Mouvement du Nid, Point d'Appui, Sainte Walburge, Solidarités Nouvelles,

Surdimobil, AMPGN -Association Médicale pour la Prévention de la Guerre Nucléaire, GRIP -Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix, La Ligue des droits de l'Homme, MIR - Mouvement International de Réconciliation, MRAX -Mouvement contre le Racisme et la Xénophobie, SCI -Service Civil International, AFOCO - Apiculture, Formation, Coopération, Autre Terre, Echos Communication, Entraide et Fraternité, FIAN -Foodfirst Information & Action Network, Fondation André Ryckmans, Frères des Hommes, les Magasins du monde-Oxfam, Max Havelaar, Médecins du Monde, Peuples Solidaires, SLCD -Service Laïque de Coopération au Développement.

Visitez www.rfa.be

